

---

# ARCHIVES COMMUNISTES MLM

---



**MARCEL GITTON**

**Feu contre l'opportunisme**

**avril 1934**

Les récentes décisions de la XIII<sup>e</sup> Assemblée plénière du Comité exécutif de l'I.C. et les deux dernières sessions du Comité central ont posé avec force devant tous les communistes, devant toutes les organisations du parti, la lutte acharnée contre l'opportunisme et ses manifestations dans nos rangs.

Les manifestations d'opportunisme revêtent, actuellement, un grand danger.

Elles se produisent dans le moment où s'accélère l'aggravation de la lutte des classes.

Les batailles d'avant-postes du nouveau cycle de révolutions et de guerres viennent d'être livrées en France et en Autriche.

Le prolétariat de France et les masses travailleuses de ce pays ont répondu par les démonstrations de rue et par la grève générale aux tentatives fascistes.

Dans la bataille, s'est réalisée l'unité d'action des ouvriers communistes et socialistes, consacrant la victoire de la lutte inlassable de notre part contre les diviseurs du mouvement ouvrier.

Notre parti a dirigé ces combats, en a pris la tête.

Sans le Parti communiste, les manifestations antifascistes de février n'auraient pas été ce qu'elles ont été.

Le prolétariat se serait battu, mais sans guide et en ordre dispersé.

Il n'aurait pas atteint ce qu'il a obtenu : la défaite de la première offensive fasciste.

A cette aggravation de la lutte des classes, à cette poussée révolutionnaire des masses correspond la croissance des menaces et de l'offensive de la bourgeoisie.

C'est une lutte de vitesse qui se déroule entre le prolétariat d'une part avec, à sa tête, le Parti communiste, et la bourgeoisie préparant l'instauration du fascisme.

Dans sa lutte contre le parti qu'elle a reconnu comme son seul ennemi véritable, le Parti communiste, la bourgeoisie a recours à tous les moyens.

En tant que son influence pénètre dans nos rangs, elle affaiblit la force et la capacité de notre parti.

Le camarade Staline indique dans son *discours à la VII<sup>e</sup> Session plénière du C.E. de l'I.C.* par quelles voies l'opportunisme pénètre dans nos rangs :

*« Premièrement, la pression de la bourgeoisie et de l'idéologie bourgeoise sur le prolétariat et son parti en période de lutte des classes, pression à laquelle cèdent souvent les éléments les moins stables du prolétariat, et, partant, les couches les moins stables du parti prolétarien.*

*Cette pression de la bourgeoisie et de son idéologie se traduit par la pénétration fréquente des idées, mœurs, coutumes bourgeoises dans le prolétariat et son parti, par le truchement de certaines couches du prolétariat liées dans une certaine mesure à la société bourgeoise. »*

Or, nous ne devons jamais oublier quelles sont les voies qui ont infesté la II<sup>e</sup> Internationale, avant la guerre, de l'opportunisme.

Et que ce sont les couches du prolétariat appartenant aux partis socialistes qui sont les plus liées à la bourgeoisie.

La social-démocratie constitue le chemin par lequel l'influence bourgeoise pénètre dans les rangs de la classe ouvrière, et partant de là, dans les secteurs faibles du parti du prolétariat.

C'est pourquoi les manifestations d'opportunisme dans nos

rangs constituent une tentative de placer le parti sur les positions de la social-démocratie.

En cela, l'opportunisme constitue un danger très grand pour l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

La présence, les manifestations d'opportunisme dans les rangs du parti, la conciliation, le silence à son égard, sont autant de tentatives d'affaiblissement de la capacité révolutionnaire du parti d'avant-garde du prolétariat.

L'opportunisme de droite est le principal danger.

Mais, il ne peut être nullement question de mener la lutte sur un seul front.

La lutte contre l'opportunisme doit être menée sous toutes ses formes, sous n'importe quel chapeau qu'il se présente.

D'autant plus que les formes différentes sous lesquelles il s'exprime s'alimentent réciproquement et conduisent au même aboutissant.

*« Il faut dire la même chose en ce qui concerne la déviation de droite et de « gauche » dans le domaine de la politique générale.*

*Comme dans les autres domaines, il y a assez de confusion chez quelques membres de notre parti.*

*Parfois, en menant la lutte contre le danger de droite, on néglige la déviation de « gauche » et on affaiblit la lutte contre celle-ci parce qu'on la considère comme pas ou peu dangereuse.*

*C'est là une erreur grave et dangereuse. C'est une concession à la déviation de « gauche », inadmissible pour un membre du parti.*

*C'est d'autant plus inadmissible que ces derniers temps les « gauches » ont glissé définitivement aux positions des droitiers et ne se distinguent déjà plus au fond de ces derniers. »*

Ainsi s'est exprimé le camarade Staline dans son discours au XVII<sup>e</sup> Congrès du Parti bolchévik.

Effectivement, les « gauches » ne se différencient des droites que par l'emploi des phrases de « gauche », mais toutes deux ont, au fond, la même position.

Le moment présent, l'ampleur des batailles de classes devant lesquelles se trouve notre parti, exigent que, dans son ensemble, ce dernier constitue un bloc uni, fort, discipliné.

Les communistes et les organisations du parti doivent battre et mettre en échec toutes les tentatives de pénétration de l'idéologie bourgeoise et social-démocrate dans nos rangs.

La plus grande vigilance doit être exercée pour ne pas laisser s'infiltrer l'opportunisme, la contrebande social-démocrate et trotskyste que poursuivent les débris du groupe opportuniste sectaire Barbé-Rolland.

Le parti, pour être à la hauteur de sa tâche historique, doit mener la lutte implacable pour la pureté de sa ligne politique, qui est la seule ligne de la victoire du prolétariat sur son ennemi de classe et pour son application intransigeante.

Une des principales manifestations de l'opportunisme est la

perte de la perspective révolutionnaire.

Combien le Comité central de janvier a eu raison de dénoncer l'esprit de quiétude qui s'était installé chez certains militants du parti et dans certaines de ses organisations.

La tendance de se contenter de peu, la non-préparation méthodique du parti pour être prêt et faire face aux événements, le doute dans l'analyse marxiste-léniniste de la situation, les illusions répandues par les gouvernements « de gauche » de la bourgeoisie, tout cela avait contribué chez certains à ne pas croire dans la rapidité avec laquelle les événements et les combats de classe pouvaient se dérouler.

Au fond, cet *esprit de quiétude* reflétait l'opinion que dans le pays de « la dernière tranchée de la liberté », on avait du temps devant soi, on jouissait d'une situation exceptionnelle.

Sans doute, la France est l'un des chaînons les plus forts du système impérialiste, mais les batailles de février ont montré combien de colère, de mécontentement s'était accumulé dans les rangs de la classe ouvrière et des masses travailleuses, colère qui ne cherchait que l'occasion de se manifester.

Une tendance particulièrement dangereuse et reflétant bien la pression de la bourgeoisie et de la social-démocratie était de penser que la France s'éloignait du chemin de la guerre.

Sans doute, l'on ne possède pas d'écrits, de documents décernant des brevets de pacifisme aux gouvernements de la bourgeoisie française.

Mais, au lieu d'analyser justement les changements survenus dans les rapports entre États capitalistes, l'aggravation des

contradictions impérialistes, les coups portés au système de Versailles dont le plus fidèle gardien est l'impérialisme français, la poussée révolutionnaire des masses, la croissance impétueuse de l'U.R.S.S., au lieu de considérer tous ces facteurs,

une certaine tendance à prêter oreille aux multiples déclarations de paix se manifestait, s'exprimant dans un ralentissement de la lutte contre la guerre impérialiste, par l'abandon du mot d'ordre de la défense de l'U.R.S.S., mis pourtant en avant par le XIII<sup>e</sup> Exécutif de l'I.C., une certaine passivité dans la question de la lutte contre la guerre au Maroc, la non-dénonciation inlassable du rôle du maréchal Pétain comme ministre de guerre dans le gouvernement d'union nationale.

A cette manifestation de l'opportunisme, il faut ajouter quelques tentatives de déformation de la dictature fasciste.

La dictature fasciste, c'est la dictature de la grande bourgeoisie, du capital financier.

Le fascisme, c'est la dictature terroriste ouverte des éléments les plus révolutionnaires [sic], les plus chauvins et les plus impérialistes du capital financier contre le prolétariat et son avant-garde.

Pour se réaliser, il s'efforce d'entraîner les masses de la petite bourgeoisie urbaine et rurale.

Il est le produit de la démocratie bourgeoise et ne peut nullement lui être opposé.

Il naît et se développe dans les conditions de la crise générale du capitalisme.

La social-démocratie et les trotskystes nient l'appréciation léniniste de la dictature fasciste.

Comme ils ne veulent pas de la révolution prolétarienne, ils opposent la démocratie bourgeoise à la dictature fasciste comme deux forces irréductiblement opposées, et présentent la dictature fasciste comme la dictature de la petite bourgeoisie.

Cette appréciation social-fasciste de la dictature fasciste est à la base de la « politique du moindre mal ».

Elle tend à laisser croire que les dangers de fascisation ne sont pas grands.

De tels faits existent en France, et nous n'avons pas toujours su opposer la résistance nécessaire pour éviter que cette idéologie pénètre chez nous.

C'est ainsi que des camarades des Jeunesses communistes se sont élevés publiquement, à Clermont-Ferrand, contre un camarade du parti, voulant rejeter et condamner l'opinion que venait de répandre un trotskyste que « le fascisme, c'est la militarisation de la petite-bourgeoisie » et que « le vrai danger n'est pas immédiat, mais dans deux ans ».

D'autre part, il faut se méfier des formules mécaniques mettant sur le même plan la démocratie bourgeoise et la dictature fasciste.

L'un est le produit de l'autre. Ils s'enchaînent organiquement.

Il ne peut être question de les opposer l'un à l'autre. Ils sont autant l'un que l'autre indispensables à la bourgeoisie pour réaliser sa dictature de classe.

Mais cela n'empêche que la démocratie bourgeoise n'est pas le fascisme.

Tout en montrant le processus de fascisation de la démocratie bourgeoise, il faut savoir établir ce qui différencie les deux formes de la dictature bourgeoise, pour élaborer des mots d'ordre justes permettant de mobiliser les grandes masses de travailleurs dans la lutte contre la menace fasciste.

C'est dans l'appréciation du rôle de la social-démocratie que les manifestations opportunistes se sont exprimées le plus ouvertement dans notre parti, tendant à reviser l'appréciation et la ligne de notre parti.

Le Parti socialiste S.F.I.O. porte les plus grandes responsabilités dans la menace fasciste présente.

Par sa politique de soutien des gouvernements de gauche, il a trompé les masses sur la nature de la démocratie bourgeoise et laissé se préparer les bandes fascistes à leur putsch du 6 février.

Par ses votes, il a contribué à l'adoption des mesures de classe contre les travailleurs, telles que la diminution des traitements des fonctionnaires, l'accroissement de la paupérisation à la campagne.

Il a aidé au développement des illusions dans les masses envers le Cartel et aux déceptions qui ont suivi.

Il a laissé les gouvernements Herriot, Daladier, Boncour, Sarraut, Chautemps maintenir Chiappe à la Préfecture de police.

Il a soutenu des gouvernements compromis dans les scandales

retentissants du régime.

Le Parti socialiste a S uvré contre l'unité d'action antifasciste de la classe ouvrière.

Il s'est opposé au rassemblement des ouvriers socialistes et communistes dans les comités d'Amsterdam-Pleyel et a exclu ceux de ses membres qui y participaient.

Ses attaques ont été dirigées contre le Parti communiste qu'il accusait de « faire le jeu de la réaction » et dont il s'était fixé comme objectif la destruction des cadres.

Le Parti socialiste a couvé et produit le néo-socialisme, dont les représentants ont pu développer librement leurs théories fascistes dans les rangs du Parti socialiste, S uvrer selon ses théories, et dont un, Marquet, est devenu membre du gouvernement d'Union nationale, ayant comme rôle évident la collaboration avec Jouhaux et la direction de la C.G.T.

Après s'être débarrassé de ces éléments les plus compromettants de droite, le Parti socialiste excelle en phrases de « gauche », notamment depuis les événements de février.

Les leaders du Parti socialiste parlent assez couramment du pouvoir, de la « dictature du prolétariat », de « nationalisation et socialisation ».

Devant la radicalisation croissante des masses, et la propre poussée des ouvriers socialistes, ils se trouvent obligés de procéder à des manoeuvres savantes.

Mais le Parti socialiste reste le principal soutien social de la bourgeoisie.

Aucune sous-estimation de son rôle, de ses capacités de manœuvre ne peut être tolérée dans les rangs de notre parti.

Toute appréciation divergente de la juste appréciation léniniste de la social-démocratie doit être vigoureusement combattue.

C'est pourquoi il nous faut prêter attention à la position qu'ont certains camarades et certaines organisations de notre parti sur la social-démocratie.

L'auteur d'une résolution proposée à une cellule du rayon de Saint-Denis dans sa séance du 20 février 1934

« R estime que vu la tournure des événements et malgré sa crise récente, par sa démagogie, par son opposition parlementaire actuelle, la social-démocratie peut se redresser et se consolider, qu'il n'y a donc pas lieu de repousser l'éventualité de propositions au sommet, au milieu et à la base tout ensemble. »

En aboutissant à la même conclusion, des camarades d'Orléans pensent que :

1. Le Parti socialiste maintiendra son influence actuelle ;
2. Les chefs social-démocrates, éclairés par les événements, vont adopter une position conforme aux intérêts des ouvriers.

Ces camarades croient donc qu'il y a des possibilités de redressement révolutionnaire de la social-démocratie et de sa consolidation.

En conséquence, et cela est assez logique, il faut réviser la ligne tactique du parti et s'entendre avec le Parti socialiste.

Le danger d'une telle position est énorme.

Elle est l'expression de la pénétration de l'idéologie social-démocrate dans nos rangs et tend à la liquidation du parti.

Quels sont les faits qui permettent à ces camarades de penser ainsi? En quoi petit-il être question d'un redressement révolutionnaire du Parti socialiste?

La social-démocratie ne serait plus, si elle cessait de jouer son rôle de principal soutien social de la bourgeoisie.

Dans tous les pays où la dictature fasciste a triomphé, la social-démocratie a, par sa politique du moindre mal, de capitulation, de frein au développement des luttes ouvrières, de division du mouvement, assuré la victoire de la dictature fasciste.

Sans la social-démocratie, la classe ouvrière n'aurait pas été battue en Allemagne et en Autriche.

Et dans les conditions de la dictature fasciste, la social-démocratie continue de jouer son rôle de principal soutien social de la bourgeoisie.

Elle oeuvre pour empêcher le ralliement des masses à la seule voie qui peut les mener à la libération, sous la direction du Parti communiste, en leur faisant entrevoir la possibilité d'un retour à un régime « démocratique ».

En France, l'attitude de la social-démocratie depuis le 6 février ne prouve qu'une chose : ses grands efforts de manœuvre et les illusions que celles-ci peuvent répandre.

Le Parti socialiste n'est nullement décidé à mener la lutte

pouvant battre le fascisme.

Mais il y a les masses et le Parti communiste.

Il doit donc manœuvrer pour ne pas se couper les ponts et continuer d'exercer son rôle d'agent de la bourgeoisie dans les rangs de la classe ouvrière.

C'est ici que les « gauches », et en particulier ceux de la région parisienne, sont appelés à jouer un rôle important.

Ils espèrent par leur démagogie, par leur phraséologie « gauchiste » renforcer les illusions, faire croire à la capacité révolutionnaire du Parti socialiste.

En réalité, ce qui le guide, c'est la volonté de briser l'unité d'action de la classe ouvrière, d'opposer un obstacle à la marche des ouvriers vers le communisme.

Si Jardel dans le 20<sup>e</sup>, si Pivert dans le 15<sup>e</sup> s'étaient opposés ouvertement à l'unité d'action pour chasser les fascistes dans leurs quartiers, ils auraient été balayés par les adhérents de leurs propres sections.

Mais, en même temps, le Conseil national du Parti socialiste du 11 mars élit à la C.A.P. Evrard, du « sac au dos », et Frossard, qui s'est toujours affirmé en faveur des néos et qui conçoit que l'unité se fera contre Moscou, ou ne se fera pas.

L'entrée de Frossard dans la C.A.P., est liée à la décision du Parti socialiste, interdisant à ses membres d'adhérer aux comités permanents d'unité d'action, repoussant la demande d'envoi d'une délégation d'ouvriers socialistes à Moscou.

Ces faits indiquent quelle est l'orientation du Parti socialiste et de quel côté se fait son « redressement ».

Or, pas plus qu'on ne peut concevoir un tel redressement révolutionnaire du Parti socialiste, on ne peut concevoir un renforcement et une consolidation de ses rangs.

Penser qu'une telle chose est possible, c'est penser que nous entrons dans une ère de tranquillité, de décroissance de la lutte des classes, de solution pacifique des contradictions et difficultés du système capitaliste.

Le processus de décomposition de la social-démocratie est le résultat combiné de la radicalisation croissante des masses et de la menace fasciste et du danger de guerre.

Au lieu d'aller vers la consolidation, la social-démocratie ne voit que s'accroître sa décomposition et ce processus s'accélélera.

Le meilleur exemple en est donné par les ouvriers social-démocrates autrichiens qui, en prenant les armes, ont tourné le dos en un seul jour aux formules de la voie pacifique qui conduit au socialisme!

Mais, de là à penser qu'on peut atteindre une décomposition automatique de la social-démocratie, il y a une marge.

C'est notre parti et lui seul qui peut aider les ouvriers socialistes à se débarrasser de l'idéologie social-démocrate et les guider dans la voie de la révolution prolétarienne.

C'est pourquoi l'on ne peut pas accepter - ce à quoi tendent les opportunistes - la constitution d'un bloc avec la social-

démocratie, la révision de la tactique du parti le plaçant à la queue des masses et à la remorque du social-fascisme.

*« La tactique du front unique, dont le principal but fixé par l'I.C. est l'unité de tous les ouvriers dans leur lutte contre le capitalisme, l'unité dans leurs actions combattives, est une tactique de lutte intransigeante contre le principal obstacle à cette lutte : la social-démocratie.*

*Les communistes en employant cette tactique, conservent le droit illimité de démasquer les chefs social-démocrates même pendant l'action commune et en font surtout une tactique de front unique à la base ».* (Thèses de la section d'Agit-Prop du CE de l'I.C. pour le XV<sup>e</sup> anniversaire de l'Internationale Communiste).

La lutte pour le front unique de la classe ouvrière a pour condition la lutte implacable *« contre la II<sup>e</sup> Internationale en tant que principal coupable de la scission du mouvement ouvrier, et principal ennemi de la révolution prolétarienne dans les rangs de la classe ouvrière »* (Idem).

L'expérience de tous les jours montre qu'au moindre abandon de cette lutte, nous aidons à la social-démocratie et contribuons à affaiblir l'avant-garde du prolétariat.

Les opportunistes voudraient une politique de bloc avec la social-démocratie.

Et cette politique, dans son application, a pour conséquence de placer sur le même plan le Parti communiste et le Parti socialiste, de partager entre eux les responsabilités, de renforcer les illusions que les phrases « gauches » des leaders socialistes peuvent faire naître chez les ouvriers socialistes,

d'aider dans certains cas à la création de la social-démocratie et de la réhabiliter aux yeux des masses, là où, par les efforts inlassables de notre parti, nous l'aurions écrasée.

Dans *l'Emancipation* de Saint-Denis du 10 février 1934, on écrit, par exemple :

« Peut-on croire qu'il n'était pas possible à la classe ouvrière de mobiliser plus de 25.000 hommes ? La haine du fascisme et la volonté d'action de la classe ouvrière sont tellement fortes qu'il était possible d'obtenir ce rassemblement à condition de réaliser l'unité d'action...

Nous examinerons plus tard les raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de le faire complètement dans cette période. »

Mais aucune attaque contre la social-démocratie n'est prononcée, et l'on propose la politique du bloc du Parti communiste avec le Parti socialiste.

Aux yeux des masses, on présente le Parti communiste comme le responsable de la « non-réalisation » de l'unité d'action.

Certains camarades ne voient pas ainsi quelle ampleur a revêtu la lutte commune des ouvriers socialistes et communistes, malgré et contre le Parti socialiste, consacrant par une victoire la lutte inlassable pour le front unique, qu'a mené pendant des années notre parti.

Mais à Saint-Denis, les camarades qui se placent sur la position opportuniste ont dû, pour faire « l'unité d'action », sortir de sous terre la social-démocratie, éliminée de la scène politique et depuis longtemps discréditée par les communistes.

« Nous avons fait tous les efforts pour favoriser cette union de combat. Nous continuerons et nous nous opposerons à toutes les manoeuvres d'où qu'elles viennent » (*Emancipation*, 17 novembre 1934).

« Nous avons soudé aujourd'hui un pacte. Nous avons fait un serment : c'est de coordonner nos efforts sans distinction de tendances politiques, en vue de l'action et de la lutte antifascistes.

Nous avons créé notre Comité local. La journée d'aujourd'hui est la démonstration de notre force. Je pense que ce pacte, ce serment, ne peut être un pacte d'une minute ou d'un jour. »

La conception développée dans ces article signifie, au fond, que la social-démocratie a cessé d'être le principal soutien social de la bourgeoisie, qu'elle est devenue un organisateur de la lutte antifasciste, alors que son rôle est de manoeuvrer pour préparer la voie au fascisme.

Sur une telle plate-forme on se prononce pour un pacte de longue durée, c'est-à-dire pour le renoncement à la lutte contre la social-démocratie, lutte qu'exige notre volonté de battre et d'écraser le fascisme. Et tout le parti devrait agir de même!

Mais quelle est la leçon de la politique opportuniste du traître Guttman en Tchécoslovaquie ?

Notre parti frère a souffert d'un ralentissement de sa lutte contre la social-démocratie, de la conception opportuniste, qu'aucune différence de principe ne sépare l'ouvrier socialiste de l'ouvrier communiste, que les ouvriers socialistes viendront automatiquement à nous au cours de la lutte.

Tout le parti doit opposer une barrière infranchissable à ces conceptions opportunistes.

Tout le parti doit S uvrer pour l'application souple de la tactique du front unique par en bas en poursuivant la dénonciation de l'ennemi du front unique et de la lutte antifasciste : la social-démocratie.

En poursuivant cette lutte sur deux fronts contre les positions ouvertes et camouflées de l'opportunisme, notre parti doit corriger les fautes commises dans l'application de notre tactique du front unique.

Leur non-correction, au cours même de l'action, empêcherait la réalisation du front unique de lutte.

Dans chaque proposition de lutte commune adressée aux organisation de base du Parti socialiste et aux ouvriers socialistes, il faut cesser avec l'absence de critique de la position, des actes et des responsabilités du Parti socialiste.

C'est par un tel effort systématique de lutte et de conviction que l'on éclairera les ouvriers socialistes sur leur parti et que nous accélérerons sa décomposition.

Notre parti doit être en garde contre les manoeuvres filandreuses des chefs socialistes, répondant ainsi aux critiques légitimes qui leur sont adressées : « nous nous taisons, nous ne dirons rien contre le Parti communiste, l'heure n'est pas aux disputes. »

Mais il s'agit de la lutte antifasciste. Et taire le rôle social-fasciste du Parti socialiste, c'est affaiblir la lutte antifasciste des masses.

Les camarades d'Arbois ont voté un ordre du jour dans lequel il est dit :

*« Les membres des partis communistes, socialistes et sympathisants (...) clament avec force leur volonté de réaliser l'unité ouvrière dans le domaine politique et syndical.*

*Prêtent le serment de rester unis devant le danger fasciste, invitent impérieusement les chefs des deux partis à travailler utilement pour réaliser cette unité et se séparent aux cris de : Vive la IV<sup>e</sup> République socialiste-communiste ! »*

Laissons de côté cette formule peu claire que nos camarades ont cru devoir substituer au mot d'ordre si populaire : *Les Soviets partout !*

Nos camarades demandent que les chefs de deux partis s'entendent et travaillent en commun.

C'est singulièrement vouloir confondre les chefs du prolétariat révolutionnaire, ceux de notre parti, avec les chefs du Parti socialiste et le rôle qu'ils jouent eux et leur parti.

Pour la question du front unique, les masses ont appris en février 34 à le réaliser dans la lutte.

Si les camarades d'Arbois entraînent les ouvriers socialistes dans l'action, organisent cette action commune sur des points précis, les font adhérer au comité de lutte d'Amsterdam-Pleyel, contre les décisions de leur parti, ils Suvreront utilement et véritablement pour l'unité d'action des travailleurs.

Ne pas cacher le drapeau du parti, ne pas abaisser son rôle dirigeant, ne pas se laisser placer à la remorque des partis

bourgeois de « gauche », mener la lutte contre toutes les tentatives conduisant à cela, fait partie intégrante de notre lutte contre l'opportunisme.

Dans les journées de février, des camarades et organisations du Parti, pour ne pas rompre le front unique, ont accepté des ordres du jour dans lesquels il est question des libertés et traditions républicaines.

A Châteauroux, sous prétexte de front unique, des réunions sont organisées où un seul orateur parle, mais pas le nôtre, et le jour de la grève générale, alors que les ouvriers voulaient manifester dans les rues après le meeting, l'orateur du Parti monte à la tribune pour faire appliquer la décision des « gauches », prise en accord avec le maire, de ne pas manifester.

De telles déformations de la ligne du Parti doivent être rapidement corrigées. On ne peut laisser placer le Parti à la remorque des groupements bourgeois de « gauche ».

La lutte contre l'opportunisme exige de le déraciner de partout, de le combattre dans tous les domaines dans lesquels il se manifeste.

Il faut particulièrement combattre la passivité, le repos sur les lauriers, la croyance que l'on a du temps devant soi.

Il faut combattre la routine, les défauts dans le travail du parti, les tentatives de le détourner de son orientation vers les entreprises et des batailles économiques.

Les organisations du parti doivent éliminer tous les défauts qui gênent leur mobilisation rapide et l'exécution de leurs décisions.

Le travail de tous les jours doit être amélioré.

Il faut battre en brèche les obstacles qui empêchent les organisations du parti à jouer pleinement leur rôle, à prendre l'initiative de l'action, à diriger les masses dans le front unique de lutte.

Il faut battre les bureaucrates qui freinent le recrutement du parti, ceux qui s'y opposent, ceux qui par leur pratique intolérable retardent l'affectation des nouveaux adhérents, ceux qui ne prennent pas les mesures pour attacher solidement et rapidement au parti les nouveaux adhérents et s'en désintéressent.

Tout le parti doit être mobilisé pour cette lutte contre l'opportunisme sous toutes les formes, sur les deux fronts.

Les tâches du parti exigent un parti uni, fort, discipliné.

Tout le parti doit faire front contre les tentatives d'introduction de la marchandise social-démocrate dans ses rangs et l'affaiblissement de ses capacités de combat.

Une confiance inébranlable dans le parti, dans l'Internationale doit régner chez chaque adhérent du parti.

La volonté d'appliquer justement la ligne et les décisions du parti doit guider chacun de nous en battant en brèche ceux qui s'y opposent.

Une fermeté de principe, une vigilance de fer, une lutte sans merci contre l'opportunisme, conduiront notre parti à des nouvelles victoires sur notre ennemi de classe et son agent social-démocrate dans les rangs de la classe ouvrière.